

L'Etat de l'Union 2016 : Les femmes en Europe et dans le monde¹

Pr. Ruth Rubio Marin, European University Institute
Palazzo Vecchio, Florence, 6 mai 2016

I. Introduction

Gentili ospiti, colleghi, autorità e amici, eccellentissime Madri, comprese quelle che non sono qui e che sono lo stesso da ringraziare per tutti coloro che sono qui, compresi i padri che hanno fatto anche loro quello che di solito fanno le madri, e compresa la mia stessa madre che si trova qui tra di noi accanto ai miei figli Simón e Lucas. É per me un vero onore essere in questo Salone dei Cinquecento che accoglieva il Gran Consiglio della Repubblica Fiorentina, con i suoi 500 membri, tutti maschi!! ad essere una delle tante voci di donne e uomini che nella giornata di oggi parleranno sulle stato delle donne in Europa e nel resto del mondo.

Chers invités, collègues, amis et votre honneur, vos excellences les mères, incluant celles qui ne sont pas ici présentes mais doivent être remerciées car nous sommes là grâce à elles, et aussi les pères qui ont fait ces choses que normalement les mères font, Ma mère qui est là aujourd'hui, à côté de mes deux enfants, Simon et Lucas.

C'est en effet un grand honneur pour moi d'être ici, dans le « Salon des Cinq-Cents », ce hall qui a accueilli en son temps 500 hommes du Grand Conseil de la République de Florence ! C'est un honneur d'être parmi les voix de femmes et d'hommes qui vont parler de la situation des femmes en Europe et dans le monde.

Mesdames et messieurs, l'Europe est réellement engagée dans la plus profonde crise depuis sa fondation, il y a plus de 60 ans, comme projet humain, économique, politique et social.

L'Europe connaît une crise économique de longue durée, avec des implications sociales considérables. Elle est confrontée à une menace terroriste accrue, la montée du populisme, du nationalisme xénophobe et du fondamentalisme religieux de plusieurs confessions. Alors même que le risque d'un départ de la Grèce s'éloigne à peine, la menace du Brexit se rapproche, illustrant de façon exemplaire la désillusion grandissante suscitée par le projet Européen.

Des milliers de réfugiés se noient dans nos mers, quand des milliers d'autres, plus d'un million, frappent à notre porte et se voient déniés la réponse humaine et digne qu'ils savent qu'ils méritent car elle est leur droit. Et nous le savons, nous aussi, car trop de nos prédécesseurs ont frappé à des portes semblables quand ils étaient confrontés aux horreurs de la persécution, de la guerre et d'autres forces menaçant leurs vies.

¹ Le présent texte est une traduction de la version écrite de l'allocution de l'Institut Universitaire de L'Europe sur l'état de l'Union présentée le 6 mai 2016 au Palazzo Vecchio, Florence, Italie. La traduction en français a été réalisée par Eléonore Lépinard et Stéphanie Hennette Vauchez. Pour les citations et le texte intégral des notes bibliographiques, veuillez se référer à la version anglaise : Ruth Rubio-Marin, «Les femmes en Europe et dans le Monde: L'Etat de l'Union 2016», 14 I.CON (2016)

Alors certains d'entre vous se posent peut être la question : dans ce contexte, pourquoi consacrer la conférence sur l'Etat de l'Union à la question des femmes ?

Et bien laissez moi vous demander : y a-t-il jamais un bon moment pour poser la question des femmes ? Si nous retournons dans le temps, il y a à peu près un siècle, quand les femmes se battaient pour le droit de vote dans différents pays européens, nous trouvons de nombreux exemples de cette même demande faite aux femmes d'attendre, de prendre patience, avec le même esprit de sacrifice qui est si souvent attendu d'elles, pour le bien d'autres causes plus « urgentes », plus « importantes » pour lesquelles elles se sont aussi battues : pour la cause socialiste, pour les mouvements nationaux, pour l'effort de guerre ou les luttes pour limiter le pouvoir des vestiges de l'Ancien Régime tels que l'Eglise ou la Monarchie.

Mais ce que nous reconnaissons aujourd'hui, et cela n'était pas le cas à l'époque, c'est qu'inclure les femmes dans les démocraties européennes en construction était aussi une question d'égalité et de liberté.

C'est pourquoi j'affirme qu'aujourd'hui aussi, la démocratie européenne et son engagement en faveur de la justice sociale sont en jeu, dans ce moment critique, et un enjeu crucial qui déterminera le succès ou l'échec de l'Europe de demain est précisément la façon dont elle va répondre à la question des femmes.

Mais, vous vous demandez peut être ce que peut être la question des femmes en Europe aujourd'hui, maintenant que les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes, maintenant que nous avons finalement effacé de nos systèmes juridiques les traces explicites et dérangeantes du patriarcat qui, pendant des siècles, ont réduit la femme à une personne juridique mineure ?

Et bien la triste réalité est qu'aujourd'hui, malgré cette égalité de statut et des droits, les femmes en Europe, qui constituent plus de la moitié de la population, restent un groupe opprimé.

Comment pouvons-nous comprendre cette situation ?

La philosophe Iris Young, avant sa mort prématurée, explique dans ses écrits qu'est oppressif tout système qui réduit le potentiel des individus à être pleinement humains, soit parce qu'ils ou elles sont traité(e)s de façon inhumaine, ou parce qu'on leur dénie les opportunités qui pourraient leur permettre d'atteindre leur plein potentiel humain, autant spirituel que corporel.

Il faut rappeler que l'oppression n'apparaît pas seulement avec un tyran animé de mauvaises intentions. En effet, les sociétés libérales bien intentionnées peuvent placer des contraintes systémiques sur les groupes et limiter leurs libertés, non seulement au moyen de règles prescrites mais aussi grâce à des normes, des habitudes ou des symboles. L'oppression, selon Young, possède 5 aspects, à savoir : la violence, l'exploitation, la marginalisation, l'absence de pouvoir et l'impérialisme culturel.

Mesdames et messieurs, nous devons paradoxalement nous féliciter du fait que nous possédons enfin les preuves empiriques, certaines plus claires que d'autres, qui démontrent que les femmes en Europe sont confrontées aux cinq aspects de l'oppression dans notre vie de tous les jours.

Les données collectées sont rigoureuses et les outils développés depuis quelques années, dont la première enquête à échelle européenne sur les violences faites aux femmes menée par l'Agence Européenne des Droits Fondamentaux en 2014 – un rapport basé sur des entretiens avec 42000 femmes à travers les 28 Etats-membres de l'UE. Nous avons aussi un excellent rapport sur l'égalité entre hommes et femmes de la même année publié par la Commission Européenne et les rapports liés à l'Index d'égalité des genres dans l'UE et son évolution entre 2005 et 2012 qui

identifie les écarts significatifs entre hommes et femmes dans les domaines de compétence de l'UE, dont le travail, l'argent, le savoir, le temps, le pouvoir, la santé, la violence et les inégalités intersectionnelles.

En me basant sur ces travaux scientifiques, je vais expliquer pourquoi et comment les femmes en Europe continuent à être opprimées et dessiner des scénarios pour le futur. Je vais comparer les conséquences de ces scénarios possibles au regard de la conception que l'Europe a d'elle-même comme espace géopolitique, engagé en faveur des valeurs démocratiques et des idéaux de justice. Cet engagement qui, selon moi, devrait être au cœur de la raison d'être de l'Union Européenne.

Commençons donc par analyser ce que les données nous disent. Dans quels miroirs pouvons-nous voir les cinq visages de l'oppression des femmes en Europe ?

II. Les différents aspects de l'oppression des femmes

La violence

Tout d'abord, la violence.

Beaucoup d'attention médiatique a été accordée récemment à la violence perpétrée à l'encontre des femmes migrantes, au regard occidental et orientalisant porté sur ces « autres femmes », dont les femmes victimes de la traite souvent pour des fins d'exploitation sexuelle, et sur les jeunes filles qui subissent de l'excision.

Mais l'Agence des Droits Fondamentaux parle à juste titre de « nous » et pas d' « elles ». Et ce que nous savons sur « nous » aujourd'hui en Europe c'est qu'une femme sur trois est victime de violence physique et/ou sexuelle au moins une fois depuis l'âge de 15 ans, ce qui fait 59.4 millions de victimes en Europe, et avec un ratio similaire qui s'applique pour les filles de moins de 15 ans.

Ce que nous savons c'est aussi qu'une femme sur 20, donc un groupe comprenant à peu près 9 millions de femmes, a été violée au moins une fois depuis l'âge de 15 ans, une expérience qui laisse les victimes sous l'emprise de la peur, de la rage, de l'honte, de l'angoisse et de la perte de confiance en soi.

Ce que nous savons c'est qu'entre 45 et 55% des femmes en Europe ont subi de l'harcèlement sexuel et que 18% des femmes ont été victimes d'une forme d'harcèlement (*stalking*) et en particulier, au sein des jeunes d'un harcèlement lié aux réseaux sociaux et internet (*cyber stalking*).

Et pourtant, je doute que ces chiffres incluent les formes de violence qui ont un impact particulièrement défavorable sur les femmes vulnérables, comme les femmes migrantes que leur statut migratoire les place dans une situation de dépendance extrême vis à vis de leurs maris ou de leurs employeurs, les femmes réfugiées et demandeuses d'asile, qui, au moment où nous parlons, sont victimes de la traite et d'abus sexuel de la part de représentants de l'ordre, de passeurs, ou d'autres réfugiés dans les zones de transit et les centres d'accueil, ou encore les femmes avec des capacités corporelles différentes (*differently abled*) qui par définition vivent souvent à la périphérie de la société et de l'ordre légal.

Ce qui est particulièrement douloureux, mesdames et messieurs, c'est le fait que pour une femme sur cinq, l'expérience de la violence physique et/ou sexuelle a lieu avec le partenaire actuel ou un

ex-partenaire. De plus, il est très très inquiétant de savoir que seulement 14% des femmes portent plainte à la police à l'occasion de l'incident de violence conjugale le plus grave dont elles sont victimes.

Maintenant, mesdames et messieurs, vous pouvez appeler cela comme vous voulez, mais selon moi, cela veut dire que des millions de femmes en Europe vivent dans un état de terreur et d'oppression, souvent au sein même de leur foyer, de leurs écoles, de leurs quartiers, de leur lieu de travail.

L'exploitation et la marginalisation

Un mot maintenant sur l'exploitation et la marginalisation, le deuxième des cinq aspects de l'oppression.

Aujourd'hui, le pourcentage des femmes en emploi est de 63.5%, et pour chaque euro que les hommes gagnent, les femmes, au même poste et avec le même niveau d'éducation, gagnent seulement 84 cents. L'écart salarial se reproduit en raison de la pratique généralisée de manque de transparence concernant les salaires de la part de la majorité des employeurs.

Encore plus inquiétant, l'écart entre les retraites des hommes et des femmes est de 38%, ou encore le fait qu'un tiers des femmes ne recevra aucune retraite, une situation qui expose les femmes âgées, avec les mères de familles monoparentales, au plus haut risque de pauvreté et de marginalisation.

La ségrégation des emplois concentre les femmes dans les secteurs les moins bien payés. Les femmes employées ont 4 fois plus de chances de travailler à temps partiel que les hommes en emploi, et la plupart du temps pour pouvoir ménager entre le travail domestique et l'emploi salarié. Au total, l'écart de rémunération qui résulte soit du fait d'être moins payée par jour travaillé, soit du fait de travailler moins d'heures dans des emplois rémunérés ou d'être sous-représentées dans les emplois les mieux payés atteint 37%. Et pourtant, ces chiffres ne sont rien à comparer du véritable écart en termes de ressources économiques globales, un écart relatif aux actifs financiers ou au patrimoine immobilier, à propos duquel nous ne savons rien car nous n'avons pas de données répertoriées par sexe.

Pendant ce temps, mesdames et messieurs, les hommes en emploi consacrent seulement 9 heures par semaine au travail domestique et de soins non payé, alors que les femmes y consacrent 26 heures par semaine, soit presque trois fois plus.

Pendant ce temps mesdames et messieurs, de nombreuses femmes immigrées trouvent des emplois mal payés et non déclarés comme nourrices, aides ménagère ou accompagnatrices pour les personnes âgées. C'est cela qui permet aux femmes cadres, bénéficiant d'emplois bien rémunérés, d'augmenter leurs de travail rémunéré sans bénéficier d'aides publiques : c'est une solution générée par le marché à la question des soins domestiques et la garde des enfants, à la question des besoins en travail de soins aux personnes dépendantes, qui est peut être au plus bas coût sur le court terme mais qui n'est tout simplement pas durable. En effet, cette solution prive les pays à faibles revenus dont les migrantes sont originaires des compétences de ces dernières à obtenir une rémunération en échange de leur travail pour élever et éduquer nos enfants autre que des faibles envois de fonds individuels, cette situation épuise les ressources des ces pays en matière de soins et de prise en charge domestiques.

Cela, selon moi, exemplifie ce que Young appelle l'exploitation, c'est à dire utiliser le travail des personnes pour produire un profit sans leur offrir une compensation juste, et également ce qu'elle identifie comme la marginalisation, à savoir le fait de reléguer un groupe de personnes dans un statut social inférieur, à la marge de la société, où les mères de familles monoparentales, se retrouvent, aussi bien en Europe qu'ailleurs.

L'absence de pouvoir

L'absence de pouvoir est le quatrième aspect de l'oppression.

Les femmes ne constituent toujours que moins d'un quart des membres des conseils d'administrations des plus grandes entreprises cotées en bourse en Europe, malgré le fait qu'elle représentent presque la moitié des salariés dans ces entreprises.

En novembre 2014, les femmes ne constituaient toujours en moyenne que 28% des élus des parlements nationaux et des membres des gouvernements nationaux.

Malgré les progrès au niveau des institutions européennes, mais nous sommes toujours loin de la parité. La proportion des femmes au Parlement Européen est maintenant à son apex avec 37%, toujours 13 points en dessous de la parité. La nouvelle Commission Européenne est constituée de 19 hommes et seulement 9 femmes. Seulement 21% des juges de la Cour de Justice des Communautés Européennes sont des femmes, et seulement deux femmes contre 22 hommes siègent au conseil de direction de la Banque Centrale Européenne.

Inutile de préciser que le nombre de femmes qui ont percé le plafond de verre et occupent désormais des postes au pouvoir, d'autorité et de prise de décision devient beaucoup plus faibles si nous regardions les chiffres concernant les femmes des classes populaires ou les femmes immigrées.

L'impérialisme culturel

A la base des inégalités des genres se trouve l'androcentrisme, que la théoricienne politique Nancy Fraser définit comme des schémas institutionnalisés de valeurs culturelles qui privilégient les traits associés à la masculinité et dévaluent tout ce qui est codé comme féminin. Les schémas de valeurs androcentriques sont codifiés de façon explicite dans de nombreux domaines du droit, de la politique gouvernementale, mais aussi dans la culture populaire, l'usage du langage dans la vie de tous les jours et dans la vie de tous les jours. Est-ce par hasard que, de façon stéréotypée, les emplois féminins (outre qu'ils sont les moins bien payés) sont plus souvent relationnels et préoccupés par le soin à autrui, des emplois qui sont intenses en travail plutôt qu'en capital et avec un potentiel limité pour un accroissement de la productivité ?

De ce fait, mesdames et messieurs, la valeur sociale du travail du soin et de garde, travail absolument essentiel au bon fonctionnement de l'économie et de la société de marché, très chères mères, n'est pas reconnu à sa juste valeur. Il existe une hiérarchie qui dure dans le temps entre le travail productif et le travail reproductif, et, comme le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz l'a bien reconnu, il y a une totale absence de lien entre la récompense individuelle et le rendement social. Ce sont les normes sociales, et non pas la réelle mesure de productivité marginale, qui déterminent les salaires. Pensez à l'exemple, fourni par les auteurs Perrons and Plomien, de ce cadre d'une banque anglaise qui a fait faillite et qui a été choisi comme conseiller lors de sa

restructuration, moyennant un salaire mensuel équivalent à trois fois et demie le salaire annuel d'une éducatrice d'enfants avec 20 ans d'expérience.

Et pourtant, l'androcentrisme n'est pas la seule forme d'impérialisme culturel auquel les femmes en Europe sont confrontées. L'hétéronormativité et les formes d'impérialisme religieux et ethnique conditionnent également les vies des femmes en Europe : demandez à une femme lesbienne qui souhaite pouvoir exprimer l'entièreté de ses émotions et de ses désirs de famille, demandez à une femme Rom qui souhaite obtenir le respect de son autonomie sexuelle et reproductive, demandez à une femme transgenre qui souhaite obtenir une reconnaissance légale, ou à une femme musulmane adulte qui souhaite porter un foulard et aller à l'université, et elles, elles vous diront.

III. Les options pour le futur : l'Europe à un moment critique

Alors : qu'a fait l'Europe, et que fait-elle à ce sujet ? L'Europe, mesdames et messieurs, se trouve à un moment critique. Permettez moi de vous expliquer pourquoi :

Depuis qu'elle existe, l'Union européenne a constamment mis en avant la croissance économique et la cohésion sociale et ce souci des inégalités socio-économiques ainsi que l'objectif d'améliorer la vie des personnes a cheminé depuis le traité de Rome à la Stratégie de Lisbonne via les piliers économique, social et environnemental, jusqu'à l'agenda Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

La poursuite de l'égalité des genres, depuis l'égalité salariale dans le traité de Rome jusqu'aux nombreuses directives et innovations de politiques publiques, a toujours occupé une place importante et a toujours été vue comme une des clefs du déploiement des programmes d'action et de la croissance économique. L'objectif a toujours été d'offrir aux femmes les mêmes opportunités en matière d'emploi et de services, tout en leur offrant, en tant que mères, une protection contre les pratiques discriminatoires de manière à préserver l'engagement européen envers la protection de la famille et de la maternité, affirmé depuis la naissance de l'Etat providence.

En particulier, à partir des années 1990 et dans le cadre de la Stratégie européenne pour l'emploi, formulée dans un contexte où l'on n'envisageait pas de limite aux opportunités globales d'emploi, la promotion de l'emploi des femmes et de l'égalité des genres a acquis une légitimité nouvelle, qui a encouragé tous les Etats membres de l'UE à améliorer leur régimes de parentalité et à accroître les services liés à la petite enfance, de manière à atteindre l'objectif de taux élevés d'emploi des mères.

En outre, et au-delà des considérations économiques, tant l'Union Européenne que le Conseil de l'Europe ont commencé à affirmer un objectif plus ambitieux d'empowerment des femmes, et à en faire un critère essentiel de la démocratie – faisant ainsi écho au souci exprimé à l'échelle globale à la conférence de Pékin et dans le programme d'action qui s'en est suivi. Dans plusieurs pays, cet objectif a pris la forme de la démocratie paritaire, un concept forgé en Europe.

Malheureusement, l'analyse des objectifs et instruments privilégiés par les décisions politiques plus récentes, de même que l'environnement politique général, mène à croire que l'attention aux issues de genre est devenue moins proéminente, et moins adéquate qu'au cours des décennies passées. Ce sentiment d'urgence décroissante qui s'exprime à travers les politiques publiques européennes a clairement un lien avec la crise économique et financière, et les mesures d'austérité qui en ont résulté. Il est regrettable que ce soit installée une perception de la crise

comme une crise touchant d'abord les hommes ; les considérations d'égalité des genres ont disparu de l'agenda politique à la faveur de la crise. La plupart des pays ont observé un affaiblissement de leurs engagements en matière d'égalité des genres, et la politique en cette matière a été soit suspendue soit sévèrement alléguée. Le message ainsi véhiculé semble être que de telles politiques sont, au mieux, une distraction au milieu de la crise présente.

Ceci ne signifie pas que rien n'a été accompli au cours des dernières années. Certaines étapes significatives ont même été franchies, par exemple en matière de lutte contre la violence comme l'atteste la Convention d'Istanbul pour prévenir et combattre la violence faite aux femmes et la violence domestique de 2011. De même, il convient de célébrer l'adoption, au niveau de l'UE, de la directive sur la prévention et la lutte contre la traite humaine (2011) ainsi que la directive sur les victimes (2012). Il n'en reste pas moins qu'à l'exception de l'accord cadre sur le congé parental, qui étend ce type de congés de 3 à 4 mois, l'ensemble des initiatives destinées à poursuivre l'action en faveur de l'empowerment des femmes et de la subversion des rôles des genres ont échoué, à l'instar de la proposition de réforme de la directive relative au congé maternité et au temps de travail, ou encore la directive relative l'équilibre des genres dans les conseils d'administration.

Donc: crise, crise, austérité, et plus de crise ! Qu'est-il exactement advenu des inégalités des genres, et de la position des femmes, dans la crise et l'austérité ? Et qu'est ce que ces éléments factuels nous disent des perspectives futures pour les femmes en Europe ? On peut tirer trois leçons des travaux de Karamessini et Rubery.

1. D'abord, et indépendamment du caractère généralisé de la chute des taux d'emploi pour les hommes comme pour les femmes dans le cadre de la crise, la participation des femmes au marché de l'emploi a en fait augmenté ces dernières années, caractérisant ainsi l'effet du « travailleur supplémentaire ». En effet, loin de quitter le marché du travail, les femmes qui ont perdu leur emploi ont continué à en chercher ; plus d'entre elles sont devenues les seules pourvoyeuses de revenus et certaines sont entrées sur le marché du travail pour la première fois. Le retour au modèle de la famille organisée autour de Monsieur Gagne-pain paraît improbable dans nos économies avancées. Ceci requerrait le rétablissement de structures familiales traditionnelles, fondées sur des liens familiaux étroits, un emploi masculin sûr et des revenus suffisants pour pourvoir aux besoins familiaux –or, rien de tout cela n'est présent dans la situation actuelle. Au contraire, ne serait-ce qu'au regard du vieillissement de la population, tout semble porter davantage au maintien prolongé des hommes comme des femmes dans le marché de l'emploi.

2. En second lieu, les inégalités des genres dans l'emploi ont quelque peu décliné. Mais ceci a davantage à voir avec le taux de suppression d'emplois ainsi qu'à la diffusion de l'emploi à temps partiel ou flexible qui affectent les hommes, de même qu'au gel des salaires, voire à leur diminution, ainsi qu'à la détérioration généralisée des conditions de travail qui affectent tout le monde. En d'autres termes, c'est l'alignement généralisé vers le bas qui a contribué à la réduction de ces inégalités des genres.

3. En dernier lieu, on a assisté, sous la pression de l'austérité et des mesures de consolidation fiscales, à une contraction du secteur public alors même qu'il s'agit là du premier employeur des femmes (ne serait-ce que parce qu'il leur permet davantage de concilier leurs vies professionnelles et leurs vies de mères), de même qu'à un retrait généralisé de l'Etat de son rôle en matière de la reproduction sociale, laquelle s'est manifestée à travers un recul des formes de soutien aux parents travailleurs, aux mesures en faveur des personnes âgées et en situation de handicap.

Comme le suggère l'économiste féministe Nancy Folbre, cette évolution a pour résultat que l'inégalité des genres tend, en tant que telle, à devenir moins problématique que d'autres phénomènes qui ont été qualifiés de « paupérisation de la maternité » et « maternalisation de la pauvreté ».

Voilà où nous en sommes. Ces tendances laissent entrevoir deux scénarios possibles pour le futur. Il me semble que seul l'un d'entre eux est compatible avec la compréhension originelle de l'Europe comme communauté politique attachée à l'égalité des genres, la démocratie et la justice sociale.

Dans le premier scénario, les tendances actuelles à l'intensification du néo-libéralisme, et la caractérisation de l'économie et des politiques économiques comme créatrices de richesses et productives, par opposition aux politiques sociales qui seraient improductives, coûteuses et de nature à entraver la croissance, persistent.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour dire que ce scénario nous ne conduira que vers des sociétés plus polarisées autour des classes et des ethnicités. Ainsi, on assistera à une égalisation des conditions économiques et sociales entre ceux et celles qui ont un bas niveau d'éducation ainsi que les migrants, et à l'accroissement des inégalités des genres, du point de vue de la situation comme des perspectives, au sein des populations plus éduquées –une situation qui décrit déjà la réalité nord-américaine aujourd'hui.

Une telle situation mènera à l'accroissement des inégalités entre les deux groupes, et à l'affaiblissement généralisé des positions et perspectives d'emploi pour les hommes comme pour les femmes. Dans le même temps, l'incapacité à développer ou à maintenir des politiques publiques de soins, de prise en charge et de protection sociale pourra mener à des réactions différentes selon la classe et le genre. Les femmes moins éduquées pourront accroître leur temps consacré au travail non rémunéré ou accroître leur implication dans le travail à temps partiel ; les femmes plus éduquées pourront s'appuyer davantage sur la rémunération du travail domestique, ou sur un partage plus égal du travail domestique non rémunéré avec leur partenaire.

Ainsi, dans ce scénario, ceux qui ont le plus besoin de protection, les femmes des classes sociales défavorisées, les femmes migrantes, les jeunes femmes et les mères célibataires, seraient selon toute vraisemblance les perdantes. Les taux de fécondité demeureraient bas, et une idéologie familialiste traditionnelle pourrait continuer de se déployer en réaction –notamment mais non uniquement dans les nouveaux Etats membres-, chose qui pourrait provoquer d'autres divisions au sein de l'Union Européenne.

Dans un autre scénario, la crise économique globale serait perçue, comme beaucoup ont recommandé qu'elle le soit, comme l'occasion d'infléchir le modèle capitaliste néo-libéral dominant. Nous pourrions aspirer à un modèle de développement plus inclusif qui, contrairement à ce que préconise traditionnellement la gauche, intégrerait une perspective de genre et prendrait en considération la valeur des activités qui s'exercent hors du marché pécuniaire, et notamment le travail domestique. Un tel cadre d'émancipation devrait continuer à combattre les stéréotypes de genres, ainsi que les rôles des genres prédéterminés, et à penser ensemble sur les questions économiques, environnementales, et de reproduction sociale.

Une représentation égale des femmes dans chaque position de prise de décisions, c'est à dire la démocratie paritaire, constituerait un élément essentiel de ce cadre nouveau. Mais au-delà de cette égale présence des femmes, un tel agenda requerrait la mise en œuvre de politiques et

d'outils innovants en matière d'égalité des genres, à l'instar de l'approche intégrée des genres en matière de politiques macroéconomiques ou de budget. Il conviendrait de repenser les politiques de conciliation et d'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle comme étant intrinsèquement bénéfiques à tous et toutes, et non seulement aux femmes. Ceci nécessiterait un accès abordable à des systèmes de qualité en matière de garde d'enfants avant l'école (âge préscolaire), après l'école (fins de journée) mais aussi pour les autres personnes dépendantes (personnes âgées, autres formes de dépendance).

Ceci pourrait requérir la consécration de droits à des congés rémunérés égaux et non transférables entre hommes et femmes. Le temps de travail devrait être aussi repensé dans le but d'une plus grande flexibilité : emplois partagés, travail depuis le domicile, temps de travail flexible et mesures innovantes pour promouvoir l'égal partage des tâches domestiques (y compris au moyen d'incitations fiscales).

En conclusion, il semble que ce second scénario soit seul à même de nous faire aspirer à réduire les inégalités des genres qui, aujourd'hui encore, configurent les cinq aspects de l'oppression des femmes européennes, et de nous permettre de dépasser les rigidités d'une idéologie des genres qui a causé du tort à tant de femmes et d'hommes aussi, de si multiples manières, et depuis si longtemps.

Ce second scénario est seul à même de nous permettre d'espérer faire obstacle à la détérioration généralisée des conditions de vie des classes moyennes et inférieures, ainsi qu'aux sentiments de peur, d'insécurité et de dépossession qui s'en suivent, et qui frappent si fort les jeunes (femmes et hommes –une entière génération perdue !). Car de tels sentiments de peur, d'insécurité et de dépossession ne peuvent que nourrir les fondamentalismes religieux –ceux là mêmes qui se définissent précisément autour des questions liées au contrôle du corps et de la sexualité des femmes. Plus avant, ils ne peuvent que générer le racisme, la xénophobie et le populisme et, corrélativement, une vie infernale pour les migrants parmi nous (ces mêmes migrants dont nous avons besoin pour payer nos retraites, maintenir la croissance démographique et prendre soin de nos enfants et de nos personnes âgées), comme pour les demandeurs d'asile, qui ne se noient pas dans nos mers. Ces sentiments de peur, d'insécurité et de dépossession ne sont pas non plus de nature à décourager les hommes d'Europe à cultiver ce sentiment que Rousseau appelait l'illusion du maître sur l'esclave, c'est à dire la domination masculine : en effet, ils confortent les hommes dans l'idée que les hiérarchies fondées sur le genre constituent le dernier bastion de leur confort et de leur identité dans un contexte d'émasculatation généralisée. Ceci, en retour, emporte la misère pour les femmes, qui continueront à vivre terrorisées, y compris dans leurs propres maisons.

Et si ces forces prévalent, mesdames et messieurs, vos excellences les mères, l'Europe aura perdu, non seulement son engagement envers l'égalité et la justice mais aussi plus largement ses lettres de noblesse démocratiques.

Dès lors, il est plus que jamais temps, aujourd'hui, de soulever la question des femmes, et de se confronter à toutes les autres questions qui y sont si étroitement liées. Et le Salone dei Cinquecento où nous nous trouvons maintenant est précisément le lieu juste pour ce faire, car ce salon fut construit en 1494 après l'une des expulsions de la famille Medici de Florence – Florence, le berceau de la Renaissance et de l'humanisme, un mouvement qui a cherché à défaire les multiples formes du dogmatisme médiéval. Similairement aujourd'hui, si nous voulons réellement nous confronter à la question des femmes, il nous faudra remettre en question des dogmes relatifs aux marchés financiers globaux dérégulés, aux Etats néolibéraux austéritaires et à l'autosuffisance des êtres humains. Peut être faudra-t-il, comme durant la Renaissance, sauver l'homme individuel –et la femme individuelle aussi- afin qu'il et qu'elle échappe aux différentes formes de tyrannie dans leurs itérations modernes.

Merci pour votre attention